

2,60 € - 3,90 FS ■ n° 3697
16 mars 2017



www.reforme.net

Réforme

500 ans de la Réforme

HEBDOMADAIRE PROTESTANT D'ACTUALITÉ

Couloirs de vie



© ALBERT HUBER

À l'initiative de la communauté Sant'Egidio, des institutions chrétiennes ont signé avec l'État l'instauration d'un couloir humanitaire entre Paris et les camps de réfugiés au Liban **P. 2-3**

ENTRETIEN

L'état des lieux
de la campagne
présidentielle par
l'historien Michel
Winock **P. 4-5**



RELIGIONS

L'EKD fête Luther

L'Allemagne, terre
d'œcuménisme, par
Margot Kässmann,
ambassadrice
du jubilé 2017 **P. 7**

DOSSIER

Belle-mère,
belle-fille,
une relation
infiniment
complexe **P. 8-10**

Rejoignez
Réforme
sur
facebook

www.facebook.com/
reforme.hebdomadaireprotestantdactualite

ÉDITORIAL



Antoine Nouis

Réfugiés

Si nous ne parlons pas des réfugiés, qui le fera ? Les politiques qui défendent un enfermement sur soi instillent leur venin xénophobe, les autres se taisent par peur de l'impopularité. Les exilés sont considérés comme un problème alors que ce sont d'abord des frères et sœurs en humanité, des hommes, des femmes, et parfois des enfants, fragiles, victimes des désordres de notre monde. Dans le calendrier liturgique, le carême est un temps de conversion afin de laisser l'Évangile éclairer nos raisonnements. Dans le Premier Testament, l'étranger est toujours associé à la veuve et l'orphelin. Ils représentent les personnes qui n'ont pas de protections naturelles et qui doivent donc être protégées par la loi. Naturellement, nous sommes sensibles au sort des veuves et des orphelins, car ils sont plus proches. Même s'il nous arrive d'être avares, notre cœur est ému par la situation de ceux qui se retrouvent sans protection. En revanche, spontanément, nous sommes méfiants à l'égard des étrangers, plus éloignés de nous. En associant, la veuve, l'orphelin et l'étranger, la Bible nous invite à avoir le même regard d'accueil pour le lointain que pour les fragiles de notre pays.

La Bible rappelle à trente-six reprises la bienveillance envers l'immigré. Le commandement est conjugué tantôt sous une forme positive : « Tu aimeras l'immigré comme toi-même. » (Lv 19,34), tantôt négative : « Tu n'exploiteras pas l'immigré, tu ne l'opprimeras pas. » (Ex 22,20). À chaque fois, la raison est la même : « Car vous avez été immigrés ». Comme si Dieu disait : « Qu'as-tu que tu n'aies reçu ? Si tu vis dans un pays pacifié et prospère, n'oublie pas que tu es dans un monde qui est aussi traversé par les guerres et les injustices. En d'autres temps, tu étais ce migrant en quête d'une terre d'accueil. » Les arguments qui veulent limiter l'accueil ont leur logique, sauf que la plus grande menace qui pèse sur notre pays est l'émergence d'une société fermée sur elle-même, inhospitalière et glaciale. Qui sait ce que l'avenir nous réserve ? ■

Cet éditorial est en vidéo sur le site : reforme.net

SOLIDARITÉ. La mise en place de couloirs humanitaires pour recevoir les demandeurs d'asile, à travers un protocole entre Œuvres, Églises et États européens, est à saluer.

Un protocole de vie pour les réfugiés

Aboutissement de longues négociations et inauguration d'un projet innovant : un protocole d'accord a enfin été signé mardi 14 mars pour la mise en œuvre d'une « Opération d'accueil solidaire de réfugiés en provenance du Liban ». Plus simplement, il s'agit de créer un couloir humanitaire vers la France pour des exilés dont la plupart sont d'origine syrienne. Un tel dispositif ne se met pas en place sans conditions, sans vérification et donc sans discussion entre les partenaires et avec l'État.

Les pourparlers, entamés dans le courant de l'année 2016, ont réuni autour de la table la communauté Sant'Egidio, porteuse de l'initiative, la Fédération protestante de France, la Fédération de l'Entraide protestante (FEP), la Conférence des évêques de France, le Secours catholique-Caritas France ainsi que le ministère de l'Intérieur et le ministère des Affaires étrangères. Ces négociations avaient débuté avec Bernard Cazeneuve, avant qu'il ne devienne Premier ministre. Après avoir soulevé d'intenses espoirs et connu des phases d'hésitation, elles ont enfin donné lieu à un engagement formalisé, dans un cadre défini.

Le modèle italien n'a pas été inutile. Car c'est d'abord dans la péninsule que Sant'Egidio, qui réunit des laïcs catholiques autour de la prière, a lancé le projet, désormais devenu pilote. Devant l'afflux de migrants et l'impossibilité d'agir seuls, les partenaires œcuméniques se sont regroupés sous son égide et ont sollicité l'État. « Nous avons un sentiment d'impuissance face à l'arrivée presque quotidienne de tous ces migrants, vifs

ou morts, car il y a aussi des cadavres. On peut dire que l'idée est née à Lampedusa, après le naufrage du 3 octobre 2013 qui a fait autour de 400 morts », résume Luca Negro, président de la Fédération protestante d'Italie.

La communauté chrétienne dans son ensemble n'a pas voulu rester sans réaction et a réfléchi à une implication pratique. « Comment faire pour aider les réfugiés, les sauver ? Pour éviter ces voyages de la mort dans des embarcations de fortune ? Nous avons eu l'idée de

« Nous avons eu l'idée de couloirs humanitaires sur le critère de la vulnérabilité »

couloirs humanitaires sur le critère de la vulnérabilité », explique Valérie Régner, présidente de Sant'Egidio France. Ainsi, un transport aérien sécurisé a pu être mis en place au départ du Liban, où les camps de réfugiés sont surpeuplés. Le protocole français emprunte la même voie.

Une double sécurité

La priorité est donnée aux personnes les plus fragiles : victimes de persécutions, violences ou tortures, femmes seules avec ou sans enfants, personnes âgées, malades ou porteuses de handicap... et à leur famille, sans considération religieuse, ethnique ou politique. Les frais de leur voyage sont entièrement supportés par les Églises et associations partenaires, de même que leur prise en charge à l'arrivée, l'État s'en tenant à un

rôle administratif. En France, ce dernier a donné son accord pour l'accueil de 500 migrants dans les 18 prochains mois. À ce premier stade, ils auront le statut de demandeurs d'asile. Plusieurs associations confient regretter d'avoir dû réviser leurs prétentions à la baisse lors des négociations avec le gouvernement. En termes de nombre mais aussi de statut : étudier d'emblée chaque situation en vue d'octroyer (ou non) un statut de réfugié aurait simplifié les démarches. Pour autant, la volonté de construire est toujours présente. « Commençons par ce que nous pouvons faire dans le cadre de ce protocole. De la réussite du processus dépend son élargissement potentiel »,

affirme Laurent Giovannoni, du département accueil et droits des étrangers au Secours catholique.

L'entrée dans le dispositif des personnes vulnérables se fait sur la base de recommandations adressées par les associations sur place, dans les camps de réfugiés libanais, aux services de l'État.

Ce dernier effectue les contrôles qui s'imposent avant d'autoriser leur transfert et s'engage à examiner leur demande d'asile dans les délais inscrits au protocole. « Ce système a l'avantage d'offrir une double sécurité : pour les gens, qui ne doivent pas voyager de façon dangereuse entre les mains de trafiquants d'êtres humains, et pour le pays qui reçoit car il sait qui vient ; il n'y a pas de surprise, tous les renseignements ont été pris », souligne Luca Negro.

Le travail des Églises et de leurs œuvres

Répondre un peu à la détresse des réfugiés

La République avait endossé son costume de soleil pour accueillir, mardi 14 mars, les signataires des accords sur les couloirs humanitaires, au palais de l'Élysée.

Placée sous le signe d'une laïcité bien comprise et d'un œcuménisme dynamique, la cérémonie ne manquait pas d'allure, François Hollande évoquant le préambule de notre Constitution, qui stipule notamment que « tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République ». Au cœur d'un salon doré, cette affirmation du président sonnait comme un symbole, une ambition des plus hautes instances de la nation.

« Je suis très heureux que les pouvoirs publics reconnaissent

l'action des chrétiens dans l'accueil des migrants, déclarait à la sortie Monseigneur Olivier Ribadeau Dumas, secrétaire général de la Conférence des évêques de France. Cela prouve, comme le chef de l'État l'a souvent reconnu, que nous avons tous un rôle à jouer dans notre société. »

La mise en place de ces couloirs humanitaires est une étape sur un long chemin. « Cinq cents personnes, ce n'est pas beaucoup, mais pour celles-ci, cela change tout, notait Jean-Michel Hitter, président de la Fédération de l'Entraide protestante. Face aux discours de haine de la présidence, c'est un témoignage essentiel. »

Une marque de fidélité. Une vigilance à conserver.

FRÉDÉRIC CASADESUS



chrétiens, protestants et catholiques, se retrouvent pleinement dans cet acte de solidarité : c'est le plus pauvre, le plus vulnérable qui nous réunit », insiste Valérie Régner.

Porteurs d'espérance

Concrètement, tout reste à faire. Un comité de pilotage regroupant toutes les parties prenantes se réunira pour construire le dispositif en fonction des dates d'arrivée des personnes. « Notre but est de créer un seul réseau, et non pas que plusieurs travaillent côte à côte. C'est un collectif qui va accueillir les gens. Nous travaillons ensemble en terme de support », décrit Laurent Giovannoni.

L'intérêt du protocole est aussi de permettre d'articuler les actions développées par les structures qui interviennent habituellement dans l'accueil de réfugiés et celles des citoyens ou de la société civile.

La sensibilité de l'opinion publique qui s'est exprimée lors des crises comme, dans les années 70, celle des *boat people*, ou plus tard envers les Kosovars, n'a pas disparu, selon Jean Fontanieu. « Avec ce projet, nous sommes porteurs d'espérance », ajoute le secrétaire général de la FEP.

Et cela le rend plutôt confiant en l'avenir. « J'ai déjà été approché par quatre réalisateurs de télévision qui veulent proposer un reportage sur ces couloirs humanitaires car c'est un aspect positif de notre société », affirme-t-il.

La force de l'espérance, les Églises et associations en auront toutes besoin pour faire vivre un dispositif jusqu'à présent entièrement autofinancé et susceptible d'être déstabilisé par une alternance politique en mai prochain... ■

CLAIRE BERNOLE

sociales commence alors véritablement. Les familles bénéficiaires sont hébergées dans leurs structures le temps de se stabiliser. Cette période sera mise à profit pour les accompagner vers une insertion la plus complète possible : cours de langue, formation, conseil juridique... Dans les 15 jours qui suivent l'arrivée, un rendez-vous à la préfecture permettra de démarrer la procédure puis, dans les trois mois, la situation du demandeur d'asile devrait être régularisée avec l'obtention du statut de réfugié.

Un défi bien réel, selon Jean Fontanieu, secrétaire général de la FEP : « La machine administrative française est très lente, à rebours de la dynamique d'intégration. Le risque est de désagréger ce processus social subtil. »

De plus, les préfets et les maires devront s'inscrire dans cette dynamique qui, si elle existe dans un pays porteur d'une tradition d'accueil, est nouvelle et peut soulever des questions.

L'expérience italienne

En Italie, le retour d'expérience sur la première année d'un protocole qui s'étend sur deux ans se révèle plutôt positif. En décembre 2015, les 50 premières personnes ont été accueillies avec le statut de réfugié. Aujourd'hui, elles sont 700. « Certains travaillent déjà, quelques-uns ont réussi à obtenir une bourse et sont à l'université », relate Luca Negro. « Cette intégration peut être contagieuse, tranquillement mais sûrement », assure Valérie Régner.

Par ailleurs, l'Italie vient de signer un deuxième accord permettant d'accueillir 500 réfugiés supplémentaires en provenance de la corne de l'Afrique (Éthio-

Les familles candidates à l'exil attendent dans des camps de réfugiés au Liban (ici en octobre 2015)

pie, Érythrée). Sant'Egidio poursuit activement les négociations en faveur des couloirs humanitaires dans tous les pays de l'espace Schengen (voir article ci-dessous).

L'objectif est d'apporter une solution européenne à une question européenne en montrant que le modèle italien, et maintenant français, est susceptible d'être dupliqué. Chaque fois, il s'agit de fédérer les acteurs autour d'un projet

œcuménique qui engage aussi l'État. Un tour de force qui se transforme en un signal fort. « Les Églises et les associations proches envoient un message positif sur l'accueil des réfugiés en incitant les États à ouvrir les voies d'accès à l'Europe, ce qui est à l'encontre des tendances actuelles », note Laurent Giovannoni.

L'espoir fait vivre. Aussi, les partenaires de cette opération n'ont-ils pas hésité longtemps avant de se impliquer. « Les

Un tour européen de la solidarité

Sant'Egidio prospecte les capitales européennes afin d'entraîner le plus de collaborations pour un établissement durable du protocole.

Telles les abeilles dans la nature, Sant'Egidio essaime. Le protocole relatif au couloir humanitaire du Liban vers la France vient d'être signé, permettant d'accueillir 500 réfugiés parmi les plus vulnérables. Une bonne nouvelle qui pourrait être suivie d'une ou peut-être plusieurs autres. En effet, la communauté de laïcs catholiques a sollicité ses partenaires d'autres Églises dans tous les pays de la zone Schengen pour entamer des négociations avec chaque gouvernement en vue d'adopter et d'adapter - chaque signataire faisant en fonction de ses possibilités - un dispositif similaire.

Aux Pays-Bas, en Belgique et en Allemagne des pourparlers sont en cours. En Espagne, leur avancée est porteuse d'espoir. Dans ce pays où l'Église catholique est à même de peser lourd auprès du gouvernement dans les négociations, la Conférence épiscopale s'est prononcée en faveur du protocole. Les protestants s'inscrivent aussi dans les discussions. Comme au Maroc, encore, où rien n'est décidé mais où une première rencontre a eu lieu au mois de février entre les porteurs du projet, un groupe œcuménique italien, et des autorités locales, officielles, associatives et religieuses.

Les communautés de Sant'Egidio travaillent à la mise en œuvre de ce protocole dans tous les pays où elles sont implan-

tées, c'est-à-dire partout en Europe. Avec, certes, plus ou moins de probabilités de voir les discussions aboutir. En Pologne, par exemple, c'est l'échec. Mais un échec temporaire. « Les évêques étaient favorables à un protocole et cet élan existe toujours. Ce n'est pas parce que le gouvernement refuse aujourd'hui que tout est terminé, nous continuons à accueillir », explique Valérie Régner. La présidente de Sant'Egidio France espère voir bientôt le vent tourner dans la patrie de Jean-Paul II.

Mettre au centre le plus pauvre

La signature de la France pourrait bien influencer l'avenir, et notamment la décision du gouvernement espagnol. Un effet papillon positif, selon Valérie Régner, qui défend un « modèle européen » de couloir humanitaire. En effet, en démontrant que le dispositif est reproductible, d'autres pays pourraient se décider à le mettre en place. « On répond à la crise humanitaire par l'intégration et par l'accueil. C'est une autre alternative que les murs et on s'aperçoit que cela protège davantage », estime Valérie Régner.

En outre, la dimension à la fois œcuménique et solidaire de la démarche est rappelée par les différents partenaires. Pour un projet d'une telle ampleur, ce n'est pas une évidence mais la volonté est claire : « Montrer que les Églises sont capables de se rassembler pour venir en aide à l'étranger et mettre au centre le plus pauvre. Nous n'avons pas le même sacrement de l'autel entre catholiques et protestants mais le sacrement du frère nous unit », résume la présidente de Sant'Egidio France. ■ C. B.